



Karl Polanyi, le marché et le socialisme

par **Arnault Skornicki** [15-09-2008]

Domaine : **Économie**

Mots-clés : **capitalisme** | **socialisme** | **marché** | **fascisme**

La société est-elle condamnée à subir les lois du marché ? La publication d'Essais inédits de l'économiste Karl Polanyi permet de redécouvrir le socialisme démocratique prôné par l'auteur de La grande transformation. Ses réflexions sur la capacité du pouvoir politique à organiser les échanges économiques sont toujours d'actualité.

Télécharger ce(s) document(s) :

Karl Polanyi, le marché et le socialisme (PDF - 51.1 ko)

par Arnault Skornicki

Recensé : Karl Polanyi, Essais, Paris, Seuil, 2008, 589 p., 29 €. Édités par Michèle Cangiani et Jérôme Maucourant, traduits par Françoise Laroche et Laurence Collaud, avec une postface d'Alain Caillé et Jean-Louis Laville.

On prend aujourd'hui la mesure de la postérité intellectuelle de Karl Polanyi, dans des domaines aussi divers que l'anthropologie (Marshall Sahlins, Louis Dumont), l'histoire de la Grèce antique (Moses Finley) ou la sociologie économique (Mark Granovetter). Un courant de sciences sociales comme le MAUSS (Mouvement anti-utilitariste en sciences sociales, auquel appartiennent Alain Caillé et Jean-Louis Laville, auteurs de la postface) revendique son influence. Il n'en reste pas moins que la réception française a longtemps souffert des retards et de la rareté des traductions de l'œuvre prolifique du grand penseur hongrois. Ce gros volume, annoncé il y a quelques années par Jérôme Maucourant dans une lumineuse petite monographie intitulée Avez-vous lu Polanyi ? (La Dispute, 2005), remédie définitivement à cette situation fâcheuse. Les éditeurs ont en effet accompli un grand travail de traduction (de l'allemand et de l'anglais) afin de rassembler des articles, certains célèbres, d'autres moins (dont des manuscrits inédits), écrits avant et après La grande transformation (1944). Ils ne sont classés ni par ordre chronologique, ni par ordre thématique, mais de manière générique : recherche académique, activités journalistiques, propositions politiques – variété qui donne d'autant plus le vertige qu'elle découle de la diversité des observatoires qui scandent une trajectoire mouvementée (Vienne de l'entre-deux-guerres, Angleterre, carrière américaine). Les trois parties se répondent et se croisent bien souvent, mais ce choix des éditeurs a le mérite de faire voir la portée et la pluralité du travail de Polanyi : des textes forts savants d'histoire économique qui relèvent autant de l'anthropologie que de l'économie politique (1ère partie) ; des analyses politiques, tant programmatiques que journalistiques, en pleine crise européenne (2e partie) ; des conceptions « positives » du socialisme polanyien (3e partie).

Karl Polanyi (1886-1964)

Économiste d'origine hongroise, il émigre dans les années 1930 en Grande-Bretagne puis aux États-Unis. Son livre La grande transformation, paru en 1944, est devenu un classique de l'histoire économique. Polanyi y défend la thèse selon laquelle le marché, loin d'être une entité naturelle et atemporelle, est une construction historique datant du XIXe siècle. La notion de « désencastrement » permet de comprendre comment le marché s'est constitué en institution autonome, détachée de l'emprise du social et du politique. C'est à la lumière de la crise de la société de marché qu'il interprète la montée du fascisme durant l'entre-deux-guerres et qu'il

théorise un socialisme démocratique et décentralisé.

« L'obsolète mentalité de marché »

On retrouve ainsi les célèbres analyses sur « l'économie comme processus institutionnalisé », sur Aristote ou sur l'économie des sociétés antiques, dont certaines étaient disponibles dans le fameux *Trade and Markets in the Early Empires* (1957) ; mais également des textes sur la monnaie, la méthode marxiste et le déterminisme economiciste. La variété des études historiques peut être ressaisie par le fil conducteur de la pensée polanyienne : le système de marché autorégulateur est un produit récent de l'histoire et ne peut constituer la grille de lecture appropriée des économies antiques, féodales ou primitives ; elle est l'exception quand les autres sont la règle. Un tel renversement de perspectives n'a pas fini de décentrer et de dénaturer nos représentations de l'économie, même si un certain nombre de réserves historiques sur les thèses polanyiennes se sont exprimées depuis. Reste que la thèse du Marché autorégulateur comme processus institutionnalisé permet de comprendre que l'économie marchande s'est « désencastrée » tardivement des institutions sociales qui lui assignaient une place dominée dans la société. Cette autonomisation de la sphère économique, en effet, n'est pas la restauration d'un « ordre spontané », ni même le produit nécessaire de l'histoire, mais un phénomène culturel et politique : il n'y a pas de « (néo)libéralisme » qui n'ait été investi et encouragé par l'appareil d'État, comme il n'y a pas d'homo œconomicus calculeur et motivé par le gain qui ne soit le produit d'une nouvelle culture politique apparue au XVIII^e siècle, en opposition à des rationalités économiques encadrées dans d'autres systèmes de valeurs (religion, honneur, etc.).

La distinction entre le sens substantif et matériel de l'économie (échange entre l'homme et son environnement social et naturel), et son sens formel et logique (calcul coûts-avantages dans une situation de rareté), homologue de l'approche institutionnaliste, permet ainsi de resituer l'économie dans des formes plus larges que celle du marché créateur de prix libres : « Bien que les institutions de marché soient donc des institutions d'échange, le marché et l'échange ne coïncident pas » (p. 74). Polanyi met par exemple sur pied une judicieuse opposition idéale-typique entre le factor (marchand motivé par le statut que lui confèrent la société ou l'autorité politique) et le mercator (marchand mû par le profit) soit deux formes d'intérêt socio-historiquement déterminées (voir le chapitre 6). Le commerce est une activité plus large que l'échange marchand (dont il n'est qu'une des formes), distinction qui permet à Polanyi d'évoquer le paradoxe d'un commerce sans marché (comme à Hammourabi), et une pluralité de commerces : de dons (réciprocité), de gestion (redistribution), de marché (échange dans un système de prix libres).

Ce recueil apporte ainsi en langue française des éclairages sur la genèse et la compréhension des thèses controversées de *La grande transformation*. C'est cependant sur la philosophie sociale et politique de Polanyi, délibérément négligée par les éditeurs dans leur introduction, que le volume s'avère le plus riche.

Capitalisme, socialisme, démocratie... et fascisme

Le « jeune » Polanyi, dans l'entre-deux-guerres, se révèle être un intellectuel-journaliste engagé et prolifique sur les questions économiques et diplomatiques (ce qui sera déterminant dans la genèse de *La grande transformation*), d'abord à Vienne puis en Grande-Bretagne à partir de 1933. À cet égard, la série d'articles politiques et philosophiques (notamment ceux écrits pour *New Britain*) consacrés au fascisme et au socialisme ne relève pas d'un domaine séparé de la pensée de Polanyi, mais de la matrice même de son œuvre : « Pour comprendre le fascisme allemand, nous devons en revenir à l'Angleterre de Ricardo », résumera-t-il dans une formule provocatrice. L'imposition et la crise de la société de marché constituent la condition de possibilité même de ce mouvement de masse singulier. Homme de la Mitteleuropa, Polanyi a vécu de près la montée en puissance des mouvements fascistes en Allemagne et surtout en Autriche où « l'austrofascisme » s'impose en 1933 avec l'arrivée au pouvoir de Dolfuss [1].

L'analyse polanyienne de ce phénomène historique se démarque des interprétations marxistes par son refus de réduire le fascisme aux causes qui l'ont engendré (réaction bourgeoise, crise morale ou résistance à la modernité libérale). Elle se fonde sur une lecture minutieuse de la littérature théorique fasciste : Alfred Rosenberg, Ludwig Klages, et surtout le philosophe viennois Othmar Spann, dont le projet corporatiste mêlant prurit romantico-réactionnaire et anti-individualisme radical, serait, selon Polanyi, la source d'inspiration du

fascisme autrichien et de la Constitution de 1934. Mais il le rattache aussi au processus historique qu'expriment de telles idées, à savoir une solution totalitaire à la crise de la société de marché. Le fascisme ne fut pas un simple outil de la bourgeoisie pour perpétuer son pouvoir, ni un simple courant réactionnaire ou conservateur, mais un mouvement qui s'appuie sur les masses pour amener celles-ci à se déposséder de leur propre pouvoir (p. 360). Le fascisme se définit donc comme un mouvement révolutionnaire contre la démocratie, non seulement comme système institutionnel, mais comme culture et comme pratique. Son principe fondamental, commun à toutes ses variantes nationales, reste un anti-individualisme farouche. Le projet de société de marché, qui a pu épouser les aspirations libérales et démocrates de la bourgeoisie du XIXe siècle, est devenu, avec la « grande transformation », incompatible avec la démocratie : nulle implication réciproque, donc, entre la démocratie et le marché.

Polanyi n'est pas si loin des approches les plus récentes du fascisme proposées par Emilio Gentile ou George Mosse, qui le définit comme une « révolution bourgeoise anti-bourgeoise », auquel répond comme en écho la formule polanyienne : « Le fascisme constitue le type même de solution révolutionnaire qui garde le capitalisme intact » (p. 427). Que le fascisme puisse procurer une certaine sécurité de l'emploi et une dose de planification, c'est précisément ce qui le rend dangereux plutôt que « socialiste », car une telle « réforme » passe par une centralisation absolue du pouvoir entre les mains d'un petit groupe. Bien sûr, ces analyses ne sont pas sans défaut : Polanyi ne tient guère compte du rôle majeur de la Première Guerre mondiale dans la naissance des mouvements fascistes, passe au second plan le problème de l'État fasciste au profit d'une attention quasi-exclusive à son « corporatisme ». Cependant, l'insistance sur ce dernier aspect conduit Polanyi à formuler une thèse originale sur la nature du pouvoir politique fasciste. En effet, non seulement le fascisme ne contredit pas le capitalisme, mais il lui emprunte sa pratique autoritaire du pouvoir au sein de l'entreprise et de l'industrie. « Loin d'étendre le pouvoir de l'État démocratique à l'industrie, le fascisme s'est en effet efforcé d'élargir le pouvoir de l'industrie autocratique à l'État » (p. 439). L'État devient la propriété absolue d'une clique d'intérêts particuliers qui s'appuie sur une pyramide de corporations avec lesquelles elle entretient des rapports de vassalité et qui annihilent la « personnalité » des individus : « Cette tentative fasciste vise à faire de la vie économique l'État même » (p. 440), une vie économique moderne fondée sur la grande industrie et des masses de travailleurs sans propriété.

Vers un socialisme de la liberté

Comme extension de la démocratie à l'économie, le « socialisme fonctionnel » polanyien s'affirme comme l'exact envers du fascisme, en dépit des troublantes analogies que l'intellectuel hongrois affronte courageusement sur la question de la corporation. Dans son socialisme positif, les producteurs de chaque branche seraient en effet représentés démocratiquement par des corporations aux niveaux régional puis national, comme les consommateurs. Cela rapproche Polanyi du socialisme solidariste tout en écartant par avance ceux qui – comme Hayek – assimilent tout système corporatif à du crypto-fascisme. Le socialisme démocratique, parlementaire et décentralisé de Polanyi se nourrit paradoxalement d'une réflexion sur le fascisme. Comment assurer une primauté du politique sur l'économique pour éviter la solution fasciste ? 1) La corporation doit représenter les travailleurs et non les propriétaires ; 2) Polanyi reformule un tricaméralisme dans lequel s'affirme la préséance de la chambre politique sur la chambre économique (élue selon un suffrage professionnel indirect) et la chambre culturelle (élue au suffrage universel direct, et qui aurait en charge non seulement la culture, mais aussi l'éducation, la santé, et même la BBC).

Polanyi a très tôt rejeté l'opposition entre le marché et la planification administrative centralisée dans laquelle les libéraux comme Ludwig von Mises voulaient enfermer le socialisme. Ce qui distingue le socialisme du capitalisme n'est pas la disparition de tout échange « marchand » au profit d'un système de prix et de production piloté par l'État, mais le dépassement des « lois » aveugles du marché concurrentiel par la réappropriation de l'économie par la collectivité, qui passe nécessairement par l'abolition de la propriété des moyens de production. Ce socialisme démocratique implique donc une sorte de commerce sans marché (autorégulateur) ni système de prix libres, « puisque achat et vente existent dans l'économie du socialisme corporatif, à prix obtenus par accords » (p. 285), tout le problème étant d'imaginer les modalités institutionnelles dudit accord. L'intérêt des conceptions socialistes de Polanyi tient d'abord à leur dimension chrétienne (un peu rose et sucrée) greffée sur un Marx de la jeunesse et sur le concept d'« aliénation » –

comme son compatriote György Lukács. Le christianisme y est conçu comme un individualisme authentique fondé sur la fraternité, contrairement à l'individualisme libéral qui atomise la communauté et au fascisme qui annihile l'individu. En vertu d'un « lien indissoluble entre l'homme et la société », cet individualisme relationnel fonde la personnalité de l'individu dans sa relation à autrui, et se trouve justement accompli par le socialisme, par lequel les hommes se réapproprieraient leur essence que le capitalisme leur avait confisquée.

Plus intéressante est sa réflexion sur une politique démocratique du socialisme, impliquant un ordre parlementaire refondé et une forme de ce qu'on n'appelait pas encore l'autogestion. En ce sens, ce socialisme démocratique, parlementaire et décentralisé n'est pas non plus tout à fait libertaire ou anarchiste, puisque Polanyi estime l'État nécessaire et l'idée d'une société autorégulée utopique. Il se rattache plutôt à l'austromarxisme et à la tradition « fabianiste » et du socialisme des Guildes qu'il a bien connue en Grande-Bretagne. C'est pourquoi il fait autant d'efforts pour mettre sur pied une sorte de droit public socialiste, en vue de trouver une politique institutionnelle appropriée au socialisme. Ce montage d'institutions organiserait la socialisation des moyens de production en assumant « la réalité du pouvoir », et se propose non de le dissoudre dans un prétendu « ordre spontané » du marché (la « catallaxie » de Friedrich Hayek – terme que Polanyi retourne ironiquement contre ce dernier), mais de l'organiser collectivement. S'il se démarque nettement du communisme bolchevique, l'intellectuel hongrois n'est pas à la recherche d'une « troisième voie » (il n'est qu'à voir la manière dont il ridiculise les projets de collaboration entre Travail et Capital). La lecture de ces Essais, qu'ils soient écrits dans l'entre-deux-guerres ou dans les années de l'après-guerre, nous apparaît en ce sens bien éloignée du portrait de Polanyi en « social-démocrate radical » esquissé par Alain Caillé et Jean-Louis Laville dans leur postface.

Jusqu'à la fin, la vigilance critique de Polanyi n'a pas fléchi. L'urgence d'instaurer la « liberté dans une société complexe » lui apparaissait d'autant plus grande depuis l'après-guerre que les méfaits d'une société technicienne incontrôlée (Hiroshima) et d'une société d'abondance aveugle (relevés à propos de l'ouvrage *The Affluent Society* de John Kenneth Galbraith, paru en 1958) inquiètent l'exilé autrichien aux États-Unis. L'actuelle reconstitution d'une société de marché à l'échelle planétaire, du moins comme horizon et idéal régulateur, de même que l'ébranlement de la foi de certains de ses acteurs depuis la dernière vague d'instabilité financière, rendent la lecture de ces Essais, qui opposent volontiers l'utopie libérale à la réalité de la société, fort roborative. L'imagination politique de son auteur, en ces temps d'aplatissement du pensable et du possible, nous rappelle la dimension démocratique de nombreux courants socialistes : la démocratie doit enfin oser paraître ce qu'elle est ; il suffit pour cela qu'elle devienne ce qu'elle est vraiment – un socialisme authentique.

par [Arnault Skornicki](#) [15-09-2008]

Aller plus loin

► Le site de l'[Institut Karl Polanyi](#).

► La [recension par Daniel Benamouzig](#) du livre de Christian Laval, *L'homme économique*. Essai sur les racines du libéralisme, paru en 2007.

► La [recension par Pierre-Paul Zalio](#) du livre de Lucien Karpik, *L'économie des singularités*, paru en 2007.

Notes

[1] Je remercie Renaud Baumert pour ses précieux conseils et éclairages historiques.